

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**

CONSEIL DE REGULATION

**COMITE DE REGLEMENT DES
DIFFERENDS ET SANCTIONS**



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité

DECISION N°005/2023/ARMP/CR/CRDS DU 03 JUILLET 2023

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DU GROUPEMENT
FABRILEC-SHELEC CONTRE EDG-SA CONCERNANT L'APPEL D'OFFRES AOI
N°05/PAAEG/DEPE/EDG/T/2022 RELATIF AUX TRAVAUX DE FOURNITURE,
INSTALLATION ET MISE EN SERVICE POUR LA REHABILITATION, LA
DENSIFICATION ET L'EXTENSION DES RESEAUX ELECTRIQUES DE LA VILLE
DE KINDIA ET LE RENFORCEMENT DE LA LIGNE 15KV DONKEA-KINDIA**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGES,**

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu la loi L/2018/028/AN du 05 juillet 2018, portant modification de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu le Décret D/2022/0227/PRG/CNRD/SGG du 10 mai 2022 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le Décret D/2022/0077/PRG/CNRD/SGG du 02 février 2022, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019, portant Code des Marchés Publics ;

Vu le décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le recours exercé par le groupement FABRILEC-SHELEC contre l'Electricité de Guinée (EDG-SA) en date du 07 mars 2023 ;

Vu les pièces versées au dossier.

I.S.S

[Signature]

[Signatures]

Après avoir entendu Monsieur DIAKITE Bakari, rapporteur technique du CRDS, en présence de :

- 1- M. Sidi Mouctar DICKO, Président du Conseil de Régulation;
- 2- M. Lanciné KEITA, Vice-président;
- 3- M. Moussa Iboun CONTE, membre du CRDS;
- 4- M. Lansana SIDIBE SANGARE, membre du CRDS;
- 5- M. Moussa SANGARE, membre du CRDS;
- 6- Mtre Basekou SHEK CONDE, membre du CRDS;
- 7- M. Holomo Koni KOUROUMA, membre du CRDS;
- 8- M. Ibrahima Sory SACKO, membre du CRDS.

Les parties :

Pour le Groupement FABRILEC-SHELEC

Nom : TOURE

Prénom : MOUSTAPHA

Statut : Directeur Bureau

Nom : KAKORO

Prénom : Mamady

Statut : Responsable administratif et commercial

Pour le Projet PAAEG

Nom : BAH

Prénom : Sékou Cherif

Statut : Chef Projet PAAEG

Nom : SOW

Prénom : Boubacar Sadio

Statut : SPM Projet PAAEG

Après en avoir examiné conformément à la Loi et aux principes généraux de la régulation,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, des faits et moyens juridiques exposés par les différentes parties ;

B. S. ?

2

Par référence au courrier du groupement FABRILEC-SHELEC du 07 mars 2023, la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics a été saisie par le Président du Conseil de Régulation en date du 07 mars 2023 aux fins de l'instruction.

Dans le courrier, ledit groupement en sa qualité de soumissionnaire a formulé un recours aux fins de contester les résultats de l'évaluation des offres techniques contre le projet PAAEG de l'Electricité de Guinée SA suite à l'Appel d'offres AOI N°05/PAAEG/DEPE/EDG/T/2022 relatif aux travaux de fourniture, installation et mise en service pour la réhabilitation, la densification et l'extension des réseaux électriques de la ville de Kindia et le Renforcement de la Ligne 15 KV Donkéo-Kindia.

I. CONTEXTE:

Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu un financement de l'IDA à hauteur de 50 millions de Dollar US et de l'AFD à hauteur de 50 millions d'Euros pour financer le Projet d'Amélioration de l'accès à l'Electricité en Guinée (PAAEG) dont l'objectif est d'accroître l'accès à des services améliorés d'électricité dans la région métropolitaine de Conakry et d'améliorer la performance opérationnelle de la société Electricité de Guinée (EDG).

Il a l'intention d'utiliser une partie de ces financements pour effectuer des paiements au titre du marché N°05/PAAEG/DEPE/EDG/T/2022 relatif à la réhabilitation, la densification et l'extension des réseaux de distribution électrique de la ville de Kindia ainsi que le renforcement de la ligne 15 KV Donkéo-Kindia.

Lot 1 : la réhabilitation, la densification et l'extension des réseaux de distribution électrique de la ville de Kindia.

Lot 2 : le renforcement de la ligne 15 KV Donkéo-Kindia.

Après analyse des offres techniques, l'IDA a donné son ANO sur le rapport d'évaluation des offres techniques.

Le groupement FABRILEC-SHELEC, une des entreprises soumissionnaire a contesté les résultats de cette évaluation.

• SUR LA RECEVABILITE

Vu l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. »

[Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including "I.S.?", "14", "88", and "3"]

Vu le code des marchés publics en ses articles 148 et 149 relatifs à l'objet ainsi qu'au délai d'introduction des recours ;

Considérant que le groupement FABRILEC-SHELEC est soumissionnaire à l'appel d'offres en cause ;

Considérant qu'elle a respecté toutes les règles et les étapes relatives au délai et à l'objet des recours auprès de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Il convient donc de déclarer le présent recours recevable.

II. EXAMEN DU LITIGE

II.1- LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS

LES MOYENS EXPOSES PAR LE REQUERANT

Les représentants du groupement FABRILEC-SHELC ont donné leurs versions des faits comme suit :

Ils estiment que :

- le groupement a été injustement évincé de la procédure au profit de l'entreprise (RMT Industrie) qui s'est vue attribué les deux (02) lots de l'appel d'offres ;
- le groupement possède toutes les qualifications nécessaires pour l'obtention de ce marché avec beaucoup d'expériences dans ce domaine.

Les représentants du groupement ont particulièrement évoqué que c'est à Monsieur ANAS Directeur Développement d'élucider les parties techniques, c'est ainsi que ce dernier fut interrogé par Visio conférence sur les faits en cause.

Il a relaté en ses termes ce qui suit :

Sur le conducteur :

Le conducteur est un câble en aluminium qui est régie par des normes standard internationaux dont les valeurs sont reconnues universellement, tandis que la valeur exigée dans le DAO est erronée. Chose que nous avons constaté et avons attiré l'attention du projet sur la non cohérence entre les valeurs exigées dans le DAO et la norme internationale.

Sur la fourniture du rapport d'essai technique :

Le projet estime que nous n'avons pas fournis les rapports d'essai des spécifications techniques.

Motif que l'on a contesté aussi tout en leur signifiant que ce rapport n'est pas exigible à la phase de la soumission car dans la logique c'est après réception des équipements qu'on peut procéder à la phase d'essai qui aboutira à un rapport d'essai des spécifications techniques.

[Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page, including "S.S.?", "MUC", and several illegible signatures.]

LES MOYENS DONNES PAR LE PROJET PAAEG DE L'ELECTRICITE DE GUINEE (EDG-SA)

Par la voie de Monsieur SOW Boubacar Sadio/ SPM de projet PAAEG, a relaté à la commission ce qui suit :

Il a expliqué qu'après réception de l'avis de non objection du bailleur sur le rapport de la commission de marché, il a été notifié aux soumissionnaires l'intention de l'attribution provisoire du marché et que c'est à cette étape que le groupement Fabrilec-Shelec a introduit un recours auprès de l'ARMP suspendant ainsi la procédure.

Il a rappelé que c'est au cours de l'évaluation technique, confiée à (6) six ingénieurs dont (2) du projet PAAEG, (2) de l'EDG et (2) du cabinet conseil, qu'a été constaté trois (3) insuffisances ou anomalies majeures dans l'offre du Groupement FABRILEC-SHELEC.

- 1er point : Au niveau des cellules de protection du transformateur ou du courant de l'exécuteur sectionnaire, il est mentionné dans les exigences du DAO 24KV_a à 630A aux spécifications techniques alors que la proposition du Groupement FABRILEC-SHELEC est de 24KV_a à 200A ; jugé NON-CONFORME par la commission.
- 2ème point : Au niveau des conducteurs moyennes tension de 148 mm², le poids linéique du câble indiqué dans le DAO est de 0,322 dan/km contre 407 dan/km proposé par le Groupement ; jugé NON-CONFORME.
- 3ème point : Sur les rapports d'essais, la commission a exigé que les matériels répondent aux normes des pays fabricants et confirmer qu'ils fonctionnent ;
- Le Groupement n'a pas fourni de rapport d'essai type pour cellules arrivées/départ, les IACN et les transformateurs. Anomalie qualifiée de Majeure par la commission.

Ces trois (3) points constituent les éléments essentiels qui ont permis d'éliminer le Groupement FABRILEC-SHELEC.

Le DAO a été publié et pendant quatre (4) mois le projet n'a reçu aucune revendication, ce n'est qu'au stade de l'attribution que le groupement a porté à la connaissance du projet que certaines valeurs du DAO ne sont pas réalistes.

[Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page, including a large stylized 'F', 'S.S.', and various other marks.]

Cependant dans les échanges de correspondance, le projet a copié des mails et attiré l'attention du Groupement que les recours auprès de l'ARMP ne peuvent porter que sur le DAO et sur l'attribution provisoire.

- **LES MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DGCMP)**

Au cours de l'instruction, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics ne s'est pas fait représenter et par conséquent n'a produit aucun document relatif à cet Appel d'Offres.

II.2 QUALIFICATION DES FAITS:

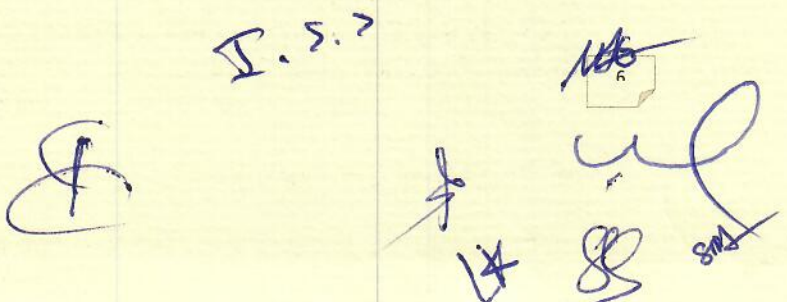
Il résulte de l'analyse des faits et des moyens qui sous-tendent que dans le cas d'espèce, il s'agit d'un recours en contestation des résultats de l'évaluation des offres techniques.

- **SUR LE FOND**

Le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS), sur la base des documents et informations reçus des différentes parties constate que:

- L'IDA a donné ses ANO sur le projet de DAO et le rapport d'évaluation des offres techniques, ce qui les rend valides dans la procédure de passation de cet Appel d'Offres ;
- Le poids linéique du conducteur MT-148 mm² proposé par le groupement FABRILEC-SHELEC est de 407daN/Km tandis qu'il figure au DAO page 249 section VII spécifications au point 9.1.2 dans la fiche technique N°2 un poids linéique de 0.322daN/km. D'où la non-conformité de l'offre aux spécifications techniques ;
- Le courant de l'interrupteur sectionneur proposé pour la cellule de protection transformateur interrupteur fusible 20kV par le groupement FABRILEC-SHELEC est de 24 kV-200A, alors qu'il figure dans le DAO au point 9.2.3 à la page 257 et la fiche technique N°9 la valeur de 24kV-630A. D'où la non-conformité de l'offre aux spécifications techniques ;
- Contrairement aux exigences du DAO, le groupement n'a pas fourni les rapports d'essais types pour :
 - Cellules arrivée/Départ 20KV ;
 - Transformateur MT/BT(H59) ;
 - Transformateur MT/BT(H61) ;
 - Cellule protection du transformateur 24KV ;

I.S.?



- Contrairement aux exigences du DAO, le groupement n'a pas fourni les rapports d'essais des réceptions techniques pour :
 - Parafoudres ;
 - IACM.

Par conséquent, le projet PAAEG a rejeté l'offre du groupement pour faute de non-conformité aux spécifications techniques du DAO en se référant aux dispositions du DAO, section Instructions aux soumissionnaires, en ses points 30.2, 30.3 et 30.4 qui disposent que :

- ✓ « Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du dossier d'appel d'offres, sans divergence, réserve ou omission importante. (...) » ;
- ✓ « Le Maître d'ouvrage examinera les aspects techniques de l'offre, notamment pour s'assurer que toutes les exigences de la section VII (spécifications) ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission importante »
- ✓ « Le Maître d'ouvrage écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel aux dispositions du dossier d'appel d'offres, et le soumissionnaire ne pourra pas, par la suite la rendre conforme en apportant des corrections aux divergences, réserves ou omissions importantes constatées »

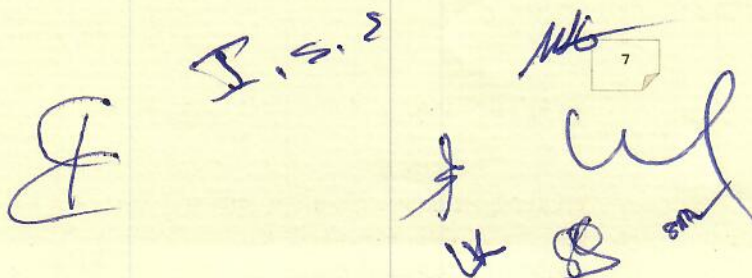
III. CONCLUSION

Considérant que: La non-conformité aux spécifications techniques du DAO est un critère éliminatoire dans le cadre de l'évaluation des offres techniques (article 76 al1 du CMP);

Par ce motif, le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS) decide:

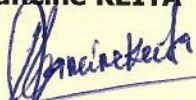
- De débouter le requérant de ses prétentions ;
- D'ordonner la levée de la mesure conservatoire ;
- D'ordonner la poursuite de la procédure de passation par le projet PAAEG de l'Electricité de Guinée (EDG-SA).

Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie et des Finances, la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.



**ET ONT SIGNE LES MEMBRES DU CRDS CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20 DU
DECRET D/2020/154/PRG/SGG PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION
ET FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES
PUBLICS**

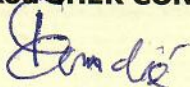
M. Lanciné KEITA



M. Lansana SIDIBE SANGARE



Mtre Basekou SHEK CONDE



M. Ibrahima Sory SACKO



M.Moussa Iboun CONTE



M.Moussa SANGARE



M.Holomo Koni KOUROUMA

LE PRESIDENT



M. Sidi Mouctar DICKO

